



MINISTÈRE DES MINES

*Le Ministre*

**ARRÊTE MINISTERIEL N° 0291 / CAB.MIN/MINES/01/2015 DU 10 APR 2015**  
**PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT AU TITRE D'ENTITE DE**  
**TRAITEMENT CATEGORIE B, DANS LA PROVINCE DU KATANGA**  
**AU PROFIT DE LA SOCIETE CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY SARL**

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 à 83 ;

Vu la Loi des Finances n° 14/027 du 31 décembre 2014 pour l'exercice 2015, spécialement son article 27 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République, et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères spécialement son article 1<sup>er</sup> B point 19 ;

Vu l'Ordonnance n° 014/078 du 07 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice-Ministres ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Interministériel n° 0349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0149/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0116/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 25 juillet 2014 portant « Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation » ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;



Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Interministériel n° 0122/CAB.MIN/MINES/01/2013 et n° 0782/CAB.MIN/FINANCES/2013 du 05 avril 2013 portant Réglementation des exportation des produits miniers marchands ;

Considérant la demande de renouvellement d'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie B, dans la Province du Katanga, introduite le 29 octobre 2014 par la Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le renouvellement d'Agrément au titre d'entité de traitement Catégorie B, est accordé à la Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl**, dont références ci-dessous :

- Siège social : Avenue Chemin Public n° 2007, Quartier Joli site, Commune de Shituru/Likasi, dans la Province du Katanga
- Numéro de Registre de Commerce et de Crédit Mobilier : 14-B-007
- Identification Nationale : 6-118-N65246T
- N° de compte bancaire à la BCDC : 132-1192364-42/USD

La Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl**, agréée au titre d'Entité de traitement de Catégorie B, est autorisée à traiter les minerais de Cuivre dans la Province du Katanga pour une période **de deux (2) ans**, renouvelable pour la même durée à compter de la date de la mise en production.

#### **Article 2 :**

La Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl**, peut conclure des contrats d'achat et de vente des produits miniers issus du traitement des concentrées avec des partenaires de son choix tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

#### **Article 3 :**

La Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl**, est tenue d'acheter les minerais uniquement auprès :

- des exploitants artisanaux ;
- des négociants ;
- des comptoirs ;
- de coopératives minières agréées ;



- des titulaires des droits miniers d'exploitation ;
- des entités de traitement d'hétérogénite catégorie A.

#### Article 4 :

La Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY Sarl** est tenue de transmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines du Katanga et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base des analyses effectuées par l'un de laboratoires agréés.

#### Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par l'Arrêté Ministériel n°3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007, portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions des articles 3 et 4 ci-haut, entraîne le retrait du présent agrément.

#### Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 10 APR 2015.

**Martin KABWELULU**

#### AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : (1)
- Cabinet du Premier Ministre : (1)
- Cabinet du Ministre des Mines : (1)
- Secrétariat Général des Mines : (1)
- Direction du Service des Mines : (2)
- C.T.C.P.M. : (1)
- Division Provinciale des Mines et Géologie du ressort : (1)
- Société **CONGO JIN JU CHENG MINING COMPANY SARL** : (1)